



La Commune



Meeting pour la levée de l'état d'urgence du 23 janvier 2016 : L'intervention de Wladimir Susanj

Intervention de Wladimir Susanj, Secrétaire général du syndicat CGT des Archives de France



Chers amis, chers camarades,

Tout d'abord, ceci : l'état d'urgence n'est pas l'arbre qui cache la forêt de l'Etat Policier, c'est l'Etat policier lui-même, en chair et en os ! Oui, le chien de garde est monté sur la table. Cet état d'urgence a été prémédité par le Premier ministre, dès janvier 2015.

L'état d'urgence était donc en gestation lorsque la police brutalisait les avocats en grève et rassemblés devant le Palais de justice de Lille.

Il était à l'étude lorsque les 5 d'Air France ont été arrêtés à l'heure du laitier, pour avoir déchiré la chemise d'un DRH dégraisseur et mercenaire d'entreprise. Lorsque des ministres sont intervenus pour qu'ils soient condamnés, dictant par avance leur verdict à une Justice qui se voulait encore « indépendante ». Lorsque, pour faire passer une loi scélérate, la loi Macron, le gouvernement dégainait le 49-3.

Un état d'urgence dont l'une des conséquences collatérales est la condamnation à la prison ferme de salariés, ceux de Goodyear qui étaient en état de légitime défense. A la demande expresse de celui qui en 2012 leur avait promis son soutien, François Hollande. La forfaiture est permanente.

Peut-on combattre des monstres criminels en bafouant les droits démocratiques les plus simples, en muselant la population ? En aucun cas ! Aucune mesure antidémocratique ne les arrêtera, bien au contraire. Aucun couvre-feu ! Aucune perquisition à l'aveugle ! Aucune assignation à résidence administrative ! Aucune rafle de manifestants pacifiques !

Au travers des centaines et des centaines de perquisitions arbitraires, d'assignations à résidence injustifiées et injustifiables, d'interdictions de rassemblements et de manifestations, d'agressions policières contre des manifestants sans défense, il est clair que toute la population est désormais suspecte, que chacun d'entre nous peut être perquisitionné sur de simples dénonciations anonymes, pour rien ! Ça c'est l'Etat policier, non pas tel qu'on l'imagine, mais tel qu'il existe en réalité, maintenant, sous nos yeux !

Ceux qui ont voté cet état d'urgence et ceux qui se sont dit que ce n'était pas LA question de l'heure ont-ils cru qu'il pourrait y avoir un bon état d'urgence, un état d'urgence juste, un état d'urgence à visage humain ?

La réponse est dans les articles de la loi votée par une quasi-unanimité de parlementaires : en bloc et en détail, l'état d'urgence nous place dans la salle d'attente de la dictature pure et simple. « Les conséquences d'un acte sont incluses dans l'acte lui-même » disait Georges Orwell (1984) ; comme l'ont très bien compris les 6 députés qui ont voté contre et, du même coup, sauvé l'honneur du mouvement ouvrier et démocratique.

L'état d'urgence, c'est l'Etat policier qui se dresse contre les syndicats indépendants, contre le Code du travail, contre les chômeurs. Contre les fonctionnaires, y compris les policiers. Contre les travailleurs hospitaliers, les enseignants. Contre les ouvriers des industries privées soumis au chantage à l'emploi et à toutes les mesures de licenciements, de harcèlement, de violence sociale patronale et gouvernementale.

Son but : priver les salariés des moyens de défense collective, les mettre au pas et mettre les syndicats au garde-à-vous.

Aucun syndicaliste ne peut faire comme si c'était indifférent à la vie syndicale ou comme si on pourrait « faire avec ». Les syndicalistes comptent parmi les cibles vivantes de l'état d'urgence.

Face à cet état des choses, un front du refus se lève et se renforce chaque jour. Dans ce front du refus, il y a place pour nos confédérations, fédérations, union départementales syndicales, plus que concernées : elles sont visées dans leur raison d'être qui est l'action collective.

Un front du refus avec un cri de ralliement et un seul : levée immédiate de l'état d'urgence !

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il y a les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »